

Comment la ministre veut traiter et protéger l'eau



Monique Barbut, dans son bureau du ministère à Paris, mardi.

Stéphane Geufroi, Ouest-France

Face à la multiplication des sources de pollution, la ministre de la Transition écologique et de la Biodiversité, Monique Barbut, entend inscrire un grand nombre de berges de rivières en zone de protection forte.

Recueilli par Stéphane Vernay

Entretien

Quelles sont vos grandes priorités, maintenant que la France a un budget ?

Le budget du ministère de la Transition écologique augmente d'environ un milliard d'euros. Nous avons obtenu une augmentation du Fonds vert de 200 millions par rapport à la copie au Sénat. Les moyens des agences de l'eau sont confortés, le loto mission nature est relancé...

Qu'avez-vous déjà mis en place ?

J'ai présenté la stratégie nationale bas-carbone pour atteindre la neutralité carbone en 2050. La trajectoire de baisse de nos émissions n'était pas

complètement dans les clous en 2024 et 2025. Il faut accélérer. Les infrastructures de long terme devront être conçues pour résister dans une France à + 4 °C d'ici à la fin du siècle. Nous avons également interdit les Pfas (polluants éternels) dans les cosmétiques et l'habillement et créé un éco-score pour le textile.

Qu'est-ce qui est prévu pour protéger les ressources en eau ?

Nous voulons inscrire un grand nombre de berges de rivières en zone de protection forte. Elles jouent un rôle essentiel dans la protection contre les inondations, la préservation de la biodiversité et le développement du tourisme vert.

Vous dites que le budget des agences de l'eau est conforté. Comment mieux protéger la ressource en eau ?

Il y a de plus en plus d'incidents liés à l'eau potable, dont beaucoup de pollutions par des Pfas. Nous voulons protéger les zones de captage sensibles des contaminants dangereux pour la santé humaine. Ce sera l'un de nos très gros chantiers de l'année.

Peut-on traiter les Pfas présents dans l'eau ?

Certains oui, mais le coût de la dépollution est énorme. Dans les fluides réfrigérants par exemple, nous voulons inciter les industriels à profiter du changement de leurs centrales de froid qui s'impose à eux pour des questions de normes internationales pour qu'ils optent pour des systèmes sans Pfas. Il y a des substituts. Et nous informerons le grand public en lui expliquant les gestes pour s'en protéger. On en trouve dans des pesticides, certains plastiques, des revêtements de sols, les circuits de refroidissement des réfrigérateurs...

Une trentaine d'oiseaux mazoutés ont été secourus sur les plages bretonnes depuis l'automne. Vingt-six ans après, l'épave de l'Erika continue à polluer...

Ce n'est malheureusement pas la première fois. Des relargages provenant d'une autre épave située dans le même secteur que l'Erika sont constatés

régulièrement par gros temps. Des fuites se produisent tant qu'il reste du pétrole dans les cuves avec, à chaque fois, des conséquences dramatiques pour les fonds marins, les oiseaux, les rivages... Même des décennies après.

MaPrimeRénov'avait été suspendue l'an dernier à cause de fraudes. Cela ne se reproduira pas ?

L'État a mis en place les conditions pour mieux prévenir les fraudes. En revanche, l'enveloppe 2026 reste identique à celle de 2025. Cela permettra la rénovation de 120 000 logements, contre 100 000 l'an dernier. En complément, le Plan électrification, qui sera prêt dans le courant du mois, permettra de trouver des solutions en faveur du chauffage des ménages, notamment avec les pompes à chaleur.

De nouvelles aides à l'achat de voitures électriques seront-elles proposées dans le plan électrification ?

Pas de nouvelles aides, non, mais des ajustements sur les niveaux de revenus pour être éligible au leasing social, oui. Le dispositif était pensé pour aider à l'achat de 50 000 véhicules l'an dernier, objectif atteint. On va voir si on peut aller plus loin en 2026, peut-être en ouvrant le leasing aux véhicules électriques de seconde main. Nous y réfléchissons.

Quelle est votre position concernant les ZFE (Zones à faibles émissions) que certains veulent interdire ?

Les villes qui en ont déjà mis en place n'éprouvent aucune envie de faire marche arrière, et pourquoi empêcher celles qui voudraient le faire ? Les zones urbaines avec ZFE voient la qualité de leur air s'améliorer considérablement. C'est un enjeu de santé publique, avec des dizaines de milliers de morts prématurées chaque année en raison de la pollution de l'air.